angers loire métropole
communauté urbaine

CONSEIL DE COMMUNAUTE
Séance du 13 juin 2022

Dossier N° 2

Délibération n°: DEL-2022-103

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Compte administratif 2021 - Approbation

Rapporteur : François GERNIGON
L'an deux mille vingt-deux le lundi treize juin à 18 heures 15, le Conseil de Communauté convoqué le 7 juin 2022, s'est réuni à l'Hôtel de communauté d'Angers Loire Métropole, salle du Conseil, à Angers, sous la présidence de M. Christophe BÉCHU, président, assisté de M. Jean-Marc VERCHERE, Mme Roselyne BIENVENU, M. François GERNIGON (départ après la DEL-2022-105), Mme Corinne BOUCHOUX, Mme Véronique MAILLET, M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Louis DEMOIS, M. Jean-Charles PRONO, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, Mme Caroline HOUSSIN-SALVETAT, M. Franck POQUIN, M. Benoit PILET, vice-présidents.

ETAIENT PRESENTS : M. Philippe ABELLARD, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, Mme Magali BERGUE, Mme Hélène BERNUGAT, Mme Christine BLIN, M. Sébastien BODUSSEAU, M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, Mme Christelle CAILLEUX (départ après la DEL-2022-121), Mme Silvia CAMARA-TOMBINI, M. Patrick CHARTIER, Mme Edith CHOUTEAU, M. Benoît COCHET, M. Yves COLLIOT, Mme Anita DAUVILLON, M. Nicolas DUFETEL (départ après la DEL-2022-112), M. Ahmed EL BAHRI (arrivée à la DEL-2022-106), Mme Karine ENGEL (départ après la DEL-2022-103), Mme Mathilde FAVRE D'ANNE (départ après la DEL-2022-112), M. Patrick GANNON, M. Jean-François GARCIA, M. Jérémy GIRAULT, M. Eric GODIN, Mme Corinne GROSSET, M. Francis GUITEAU, M. Jean HALLIGON, M. Maxence HENRY (départ après la DEL-2022-122), M. Paul HEULIN, M. Arnaud HIE, M. Grégoire JAUNEAULT, M. Benjamin KIRSCHNER, Mme Christelle LARDEUX-COIFFARD, Mme Carine LE BRIS-VOINOT, Mme Sophie LEBEAUPIN, M. Stéphane LEFLOCH, Mme Marie-Isabelle LEMIERRE (départ après la DEL-2022-124), Mme Monique LEROY, M. Jacques-Olivier MARTIN, Mme Nacira MEGHERBI, M. Lamine NAHAM, Mme Constance NEBBULA, M. Patrice NUNEZ, M. Stéphane PABRITZ, Mme Isabelle RAIMBAULT, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN (arrivée à la DEL-2022-106), Mme Marie-France RENOU, Mme Elsa RICHARD, M. Bruno RICHOU, Mme Claire SCHWEITZER, Mme Alima TAHIRI (départ après la DEL-2022-124), Mme Céline VERON, M. Philippe VEYER, M. Jean-Philippe VIGNER, M. Richard YVON (arrivée à la DEL-2022-103)

ETAIENT EXCUSES : M. Yves GIDOIN, Mme Catherine AUBRY, M. Yves AUREGAN, M. Robert BIAGI, M. Denis CHIMIER, Mme Maryse CHRÉTIEN, Mme Marina CHUPIN-PAILLOCHER, Mme Hélène CRUYPENNINCK, Mme Célia DIDIER, M. Charles DIERS, Mme Caroline FEL, M. Vincent FEVRIER, M. Jérôme FOYER, M. Bruno GOUA, M. Jean-Pierre HÉBÉ, Mme Lydie JACQUET, M. Mickaël JOUSSET, M. Arash SAEIDI, M. Augustin VANBREMEERSCH, M. Laurent VIEU

ETAIT ABSENTE : Mme Sylviane DUARTE

Les vice-présidents et les délégués dont les noms suivent ont donné à des collègues de leur choix, pouvoir écrit de voter en leur nom par application des dispositions de l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales.

M. François GERNIGON a donné pouvoir à M. Dominique BREJEON (à partir de la DEL-2022-106)
M. Yves GIDOIN a donné pouvoir à M. Francis GUITEAU
Mme Catherine AUBRY a donné pouvoir à Mme Véronique MAILLET
M. Yves AUREGAN a donné pouvoir à Mme Elsa RICHARD
M. Robert BIAGI a donné pouvoir à M. Philippe VEYER
M. Denis CHIMIER a donné pouvoir à Mme Caroline HOUSSIN-SALVETAT
Mme Maryse CHRÉTIEN a donné pouvoir à Mme Anita DAUVILLON
Mme Marina CHUPIN-PAILLOCHER a donné pouvoir à M. Jean-Marc VERCHERE
Mme Hélène CRUYPENNINCK a donné pouvoir à Mme Corinne BOUCHOUX
Mme Célia DIDIER a donné pouvoir à M. Benoît COCHET
M. Charles DIERS a donné pouvoir à Mme Roselyne BIENVENU
M. Nicolas DUFETEL a donné pouvoir à Mme Constance NEBBULA (à partir de la DEL-2022-113)
M. Ahmed EL BAHRI a donné pouvoir à M. Stéphane PABRITZ (jusqu'à la DEL-2022-105)
Mme Karine ENGEL a donné pouvoir à Mme Christelle LARDEUX-COIFFARD (à partir de la DEL-2022-104)
Mme Mathilde FAVRE D'ANNE a donné pouvoir à M. Benoît PILET (à partir de la DEL-2022-113)
Mme Caroline FEL a donné pouvoir à Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON
M. Vincent FEVRIER a donné pouvoir à M. Jacques-Olivier MARTIN
M. Jérôme FOYER a donné pouvoir à Mme Christelle CAILLEUX

M. Bruno GOUA a donné pouvoir à Mme Céline VERON
M. Jean-Pierre HÉBÉ a donné pouvoir à M. Bruno RICHOU
M. Maxence HENRY a donné pouvoir à Mme Christine BLIN (à partir de la DEL-2022-123)
Mme Lydie JACQUET a donné pouvoir à M. Lamine NAHAM
M. Mickaël JOUSSET a donné pouvoir à M. Marc CAILLEAU
Mme Marie-Isabelle LEMIERRE a donné pouvoir à M. Patrick GANNON (à partir de la DEL-2022-125)
M. Florian RAPIN a donné pouvoir à Sophie LEBEAUPIN (jusqu'à la DEL-2022-105)
M. Arash SAEIDI a donné pouvoir à Mme Claire SCHWEITZER
Mme Alima TAHIRI a donné pouvoir à M. Richard YVON (à partir de la DEL-2022-125)
M. Augustin VANBREMEERSCH a donné pouvoir à Mme Magali BERGUE
M. Laurent VIEU a donné pouvoir à Mme Nacira MEGHERBI
M. Richard YVON a donné pouvoir à M. Maxence HENRY (jusqu'à la DEL-2022-102)

M. Yves COLLIOT, conseiller communautaire, a été désigné en qualité de secrétaire de séance. Le compte rendu de la séance a été affiché à la porte de l'hôtel de communauté le 15 juin 2022.

EXPOSE

COMPTE ADMINISTRATIF 2021 - RAPPORT DE PRESENTATION

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de communauté adopte le compte administratif présenté par le Président ou son représentant et arrête le compte de gestion du comptable public. Avant de proposer l'adoption de ce compte administratif 2021, conforme au compte de gestion 2021 transmis par le Trésorier, le présent document expose :

- Les principaux enseignements de l'exercice budgétaire 2021 accompagnés de la balance générale et des niveaux de résultats,
- Une situation synthétique plus détaillée par budget,
- Un bilan à fin décembre 2021 en matière de dette.

→ LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Le compte administratif de l'exercice 2021 confirme que notre territoire a compensé rapidement les effets de la crise de 2020 en retrouvant les niveaux de 2019, voire en les dépassant.

Dans ce contexte si particulier de succession de crises (sanitaire, économique et sociale), il traduit :

- **Un budget volontariste dans son exécution.** 100 % des 500 M€ des crédits de dépenses prévues lors du BP 2021 ont pu être mis en œuvre dans ce contexte de crise,

- **Un territoire résilient avec une fiscalité « entreprises » en progression et une épargne brute qui dépasse son niveau d'avant crise avec 98,3 M€,**

- **Un budget de fonctionnement solide avec :**
  - **Une forte progression des recettes de fonctionnement (à taux de fiscalité constants) : + 16 M€** (dont la moitié liée à des cessions),
  - **Des charges de fonctionnement (+ 2,2 %)** en hausse mesurée notamment pour lutter contre les effets de la crise sanitaire,
  - **Une épargne de gestion qui atteint 109 M€.** Cette épargne permet de rembourser les annuités de dette et d'autofinancer le volume important des investissements en cours.

- **Un budget d'investissement exceptionnel :**
  - **206 M€ de dépenses réalisées en 2021 (soit une progression de + 16 % par rapport à 2020) dont 147 M€ d'investissement (71 % du total) consacrés à la transition écologique notamment avec le tramway**

- **Une dette sous contrôle**, proche des 542 M€ avec une **capacité de désendettement de 5,5 années**. Cela reste loin du niveau prudentiel de 12 ans fixé par l'Etat. Il en est de même en retraitant les produits de cession, la capacité de désendettement 2021 est de 6 ans contre 5,9 en 2020.

→ BALANCE, NIVEAUX D'EPARGNE ET RESULTATS DU BUDGET GENERAL

BALANCE DU BUDGET GENERAL

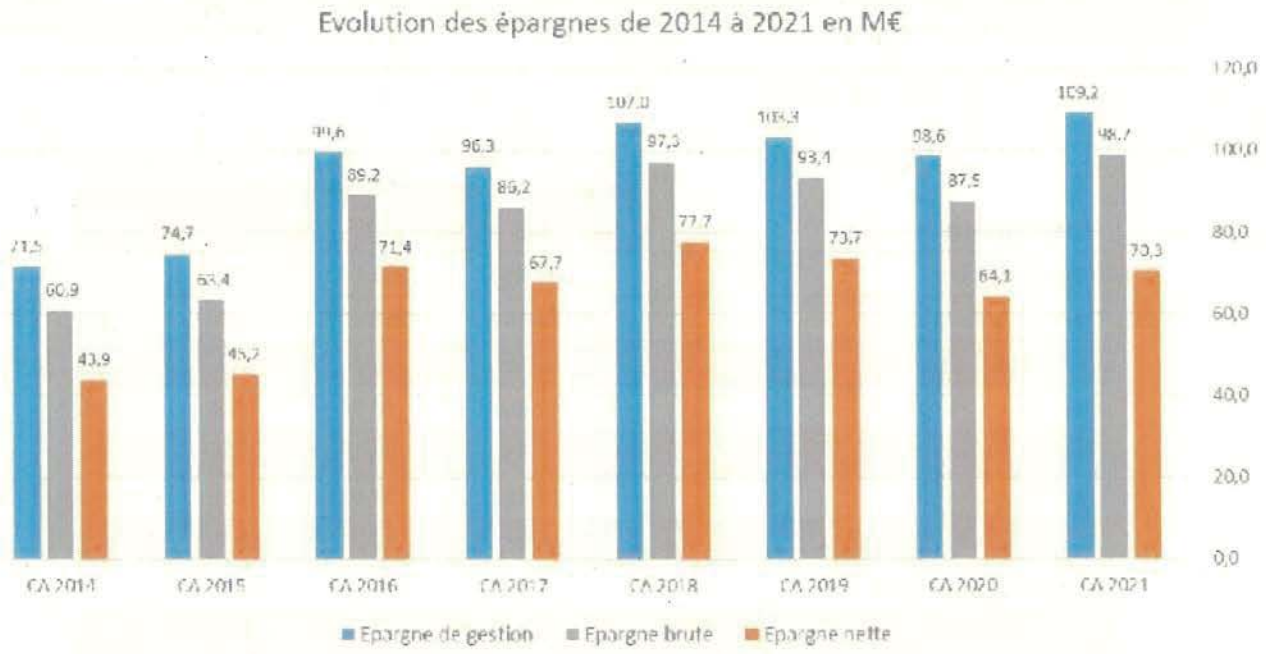
(en milliers d'Euros)

Fonctionnement	CA 2020	CA 2021	EVOLUTION 2021 / 2020	
Recettes Fonct.	347 454	363 605	16 151	4,6%
Dépenses Fonct.	248 889	254 439	5 550	2,2%
Epargne de gestion	98 565	109 166	10 601	10,8%
Intérêts	11 053	10 890	-163	-1,5%
Epargne brute	87 512	98 276	10 764	12,3%
Capital	23 453	27 931	4 478	19,1%
Epargne nette	64 059	70 345	6 286	9,8%
Investissement				
Dépenses Invest.	178 891	206 843	27 952	15,6%
Recettes Invest.	193 476	190 219	-3 257	-1,7%
Autres Recettes	19 398	60 022	40 624	209,4%
Emprunt	128 000	80 063	-47 937	-37,5%
Affectation du résultat N-1 sur Inv.	46 078	50 134	4 056	8,8%
Solde Investissement	14 585	-16 624	-31 209	-214,0%
Résultat Exercice	80 062	53 721	-26 341	-32,9%
Résultat de clôture	66 599	70 190	3 591	5,4%
Résultat de clôture après reports	33 130	52 611	19 481	58,8%

Malgré la crise, ces résultats 2021 sont la conséquence de notre stratégie financière depuis 2014. Elle consiste **à maintenir une gestion sérieuse des dépenses de fonctionnement afin d'autofinancer au maximum les dépenses d'investissement, de réduire autant que possible le recours à l'emprunt et d'essayer de sécuriser au maximum les aléas à venir.**

Dans ce contexte et comme évoqué en introduction, notre épargne brute progresse donc de 12 % pour se situer à plus de 98 M€. Cette hausse de tous nos niveaux d'épargne (de gestion, brute et nette) permet d'aborder les difficultés des années à venir avec une certaine sérénité.

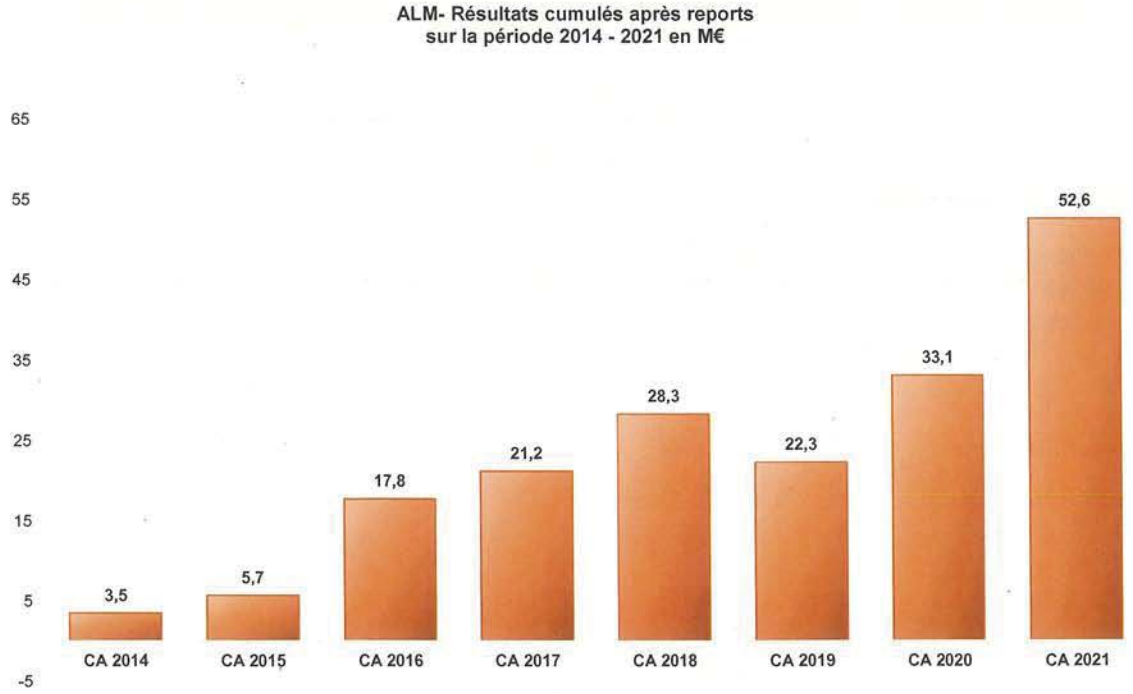
♦ EPARGNE DE GESTION ET EPARGNE NETTE DU BUDGET GENERAL



L'épargne de gestion 2021 **franchit à nouveau la barre symbolique des 100 M€ et atteint son plus haut niveau depuis la création de notre EPCI**. Après financement des annuités de dette, **la collectivité dispose encore de presque 70 M€ d'épargne nette pour autofinancer ses investissements**.

Les efforts de gestion engagés sur la période 2014-2020 ont ainsi largement contribué à financer les hauts niveaux d'investissements récents (530 M€ sur ces 3 dernières années).

♦ RESULTATS DU BUDGET GENERAL



Le résultat budgétaire exceptionnel de 2021 s'explique en partie par le niveau des emprunts contractés pour le financement des lignes du tramway et par l'avance de 10 M€ faite par l'Etat pour réduire les effets de la crise sur les budgets transport.

Les résultats 2021 de **l'ensemble des principaux budgets sont excédentaires** (excepté le petit budget Lotissements Economiques). Ces niveaux permettront à nouveau de limiter significativement le recours à l'emprunt sur 2022 et de maintenir des hauts niveaux d'investissement pour les années à venir.

Les deux tableaux ci-après permettent de détailler de manière plus précise la composition des résultats et des niveaux d'épargne par budget.

→ RESULTATS ET BALANCE DETAILLES PAR BUDGET

♦ RESULTATS 2021 DETAILLES PAR BUDGET

Le résultat global de clôture 2021 est de **70,2 M€**. Le montant des restes à réaliser est de 17,6 M€ en charges nettes.

Au final, l'excédent de clôture disponible après financement des reports est de **52,6 M€** (70,2 M€ de résultat -17,6 M€ de reports) et se détaille par budget de la manière suivante :

(en milliers d'Euros)

		Principal	Eau	Assain[1]	Déchets	Aéroport	Transports	Réseaux de chaleur	Lot. Eco.	Total tous budgets
Résultat de clôture 2020	(A)	25 487	7 197	11 917	5 325	169	17 035	1 237	-1 769	**66 598**
Résultats Exercice 2021	(B)	22 293	7 872	7 659	10 805	-162	5 476	-222	3	**53 724**
Part du résultat N-1 affectée en investissement (1068)	(C)	32 452	6 589	5 275	5 816	0	0	0	0	**50 132**
Résultats de clôture 2021	(D) = A+B-C	15 327	8 480	14 301	10 314	7	22 511	1 015	-1 766	**70 190**
Reports	(E)	-1 020	2 593	2 136	5 183	0	8 477	210	0	**17 579**
Excédent ou déficit 2021 après report	(F)= D+E	**16 347**	**5 887**	**12 166**	**5 131**	**7**	**14 035**	**804**	**-1 766**	**52 611**

♦ BALANCE DETAILLEE PAR BUDGET

De la même manière, ce tableau précise comment se décomposent par budget les niveaux d'épargne présentés précédemment :

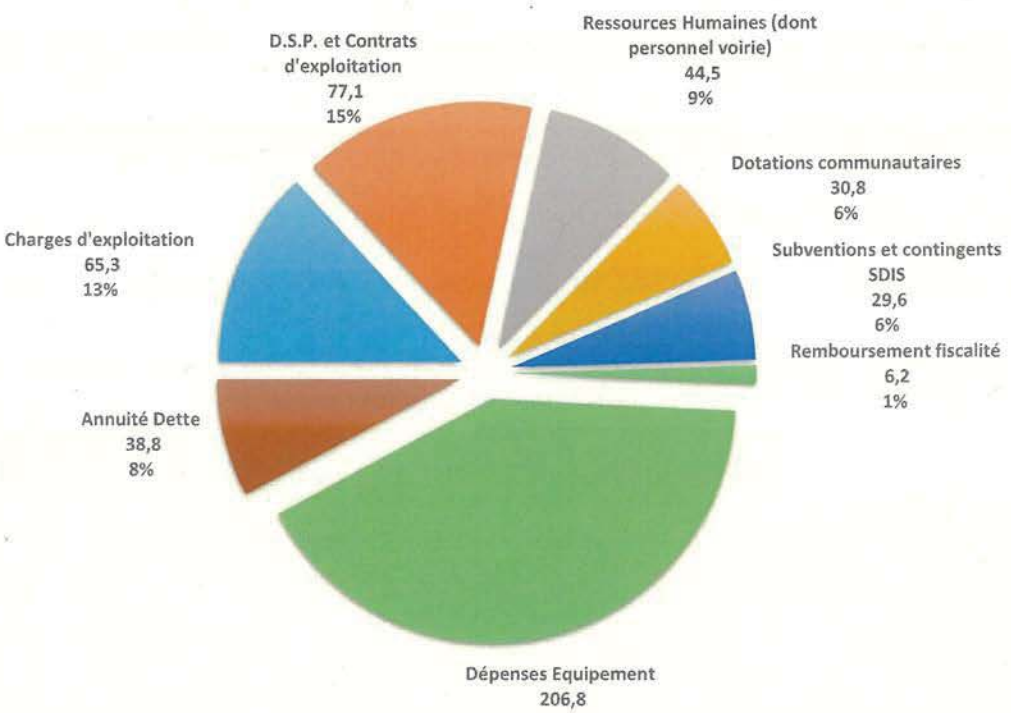
Balance Générale (en mouvements réels)

(en milliers d'Euros)

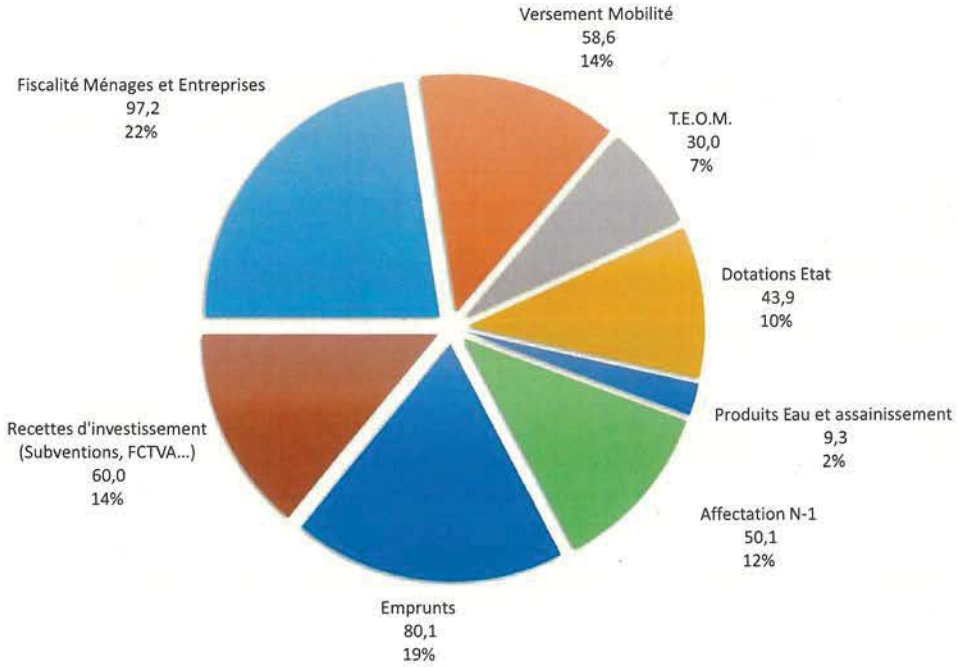
Mouvements Réels (Hors OCLT)	Principal	Eau	Assain[1]	Déchets	Aéroport	Transports	Réseaux de Chaleur	Lot. Eco	Total CA 2021
Fonctionnement									
Recettes Fonct.	**172 244**	**31 820**	**27 900**	**37 829**	**636**	**89 759**	**3 239**	**178**	**363 605**
Dépenses Fonct.	**127 144**	**19 000**	**14 772**	**28 763**	**711**	**63 564**	**309**	**176**	**254 439**
Epargne de gestion	**45 100**	**12 820**	**13 128**	**9 066**	**-75**	**26 195**	**2 930**	**2**	**109 166**
Intérêts	**2 842**	**752**	**860**	**462**	**0**	**5 850**	**124**	**0**	**10 890**
Epargne brute	**42 258**	**12 068**	**12 268**	**8 604**	**-75**	**20 345**	**2 806**	**2**	**98 276**
Capital	**12 126**	**1 509**	**1 019**	**743**	**0**	**11 921**	**613**	**0**	**27 932**
Epargne nette	**30 132**	**10 559**	**11 249**	**7 861**	**-75**	**8 424**	**2 193**	**2**	**70 344**
Investissement									
Dépenses Invest.	**86 372**	**9 431**	**9 561**	**3 622**	**147**	**95 113**	**2 597**	**0**	**206 843**
Recettes Invest.	**78 532**	**6 745**	**5 969**	**6 566**	**60**	**92 165**	**182**	**0**	**190 219**
Autres Recettes	36 229	156	694	749	60	21 952	182	0	60 022
Emprunt	9 850	0	0	0	0	70 213	0	0	80 063
Affectation du résultat N-1 sur Inv.	32 453	6 589	5 275	5 817	0	0	0	0	50 134
Solde Investissement	**-7 840**	**-2 686**	**-3 592**	**2 944**	**-87**	**-2 948**	**-2 415**	**0**	**-16 624**
Résultat Exercice 2021	**22 293**	**7 873**	**7 657**	**10 805**	**-163**	**5 476**	**-222**	**2**	**53 724**
Résultat Clôture après reports	**16 347**	**5 887**	**12 166**	**5 131**	**7**	**14 035**	**804**	**-1 766**	**52 611**

→ COMPOSITION DES DEPENSES ET DES RECETTES DU CA 2021

Budget général 2021
Dépenses 500 M€



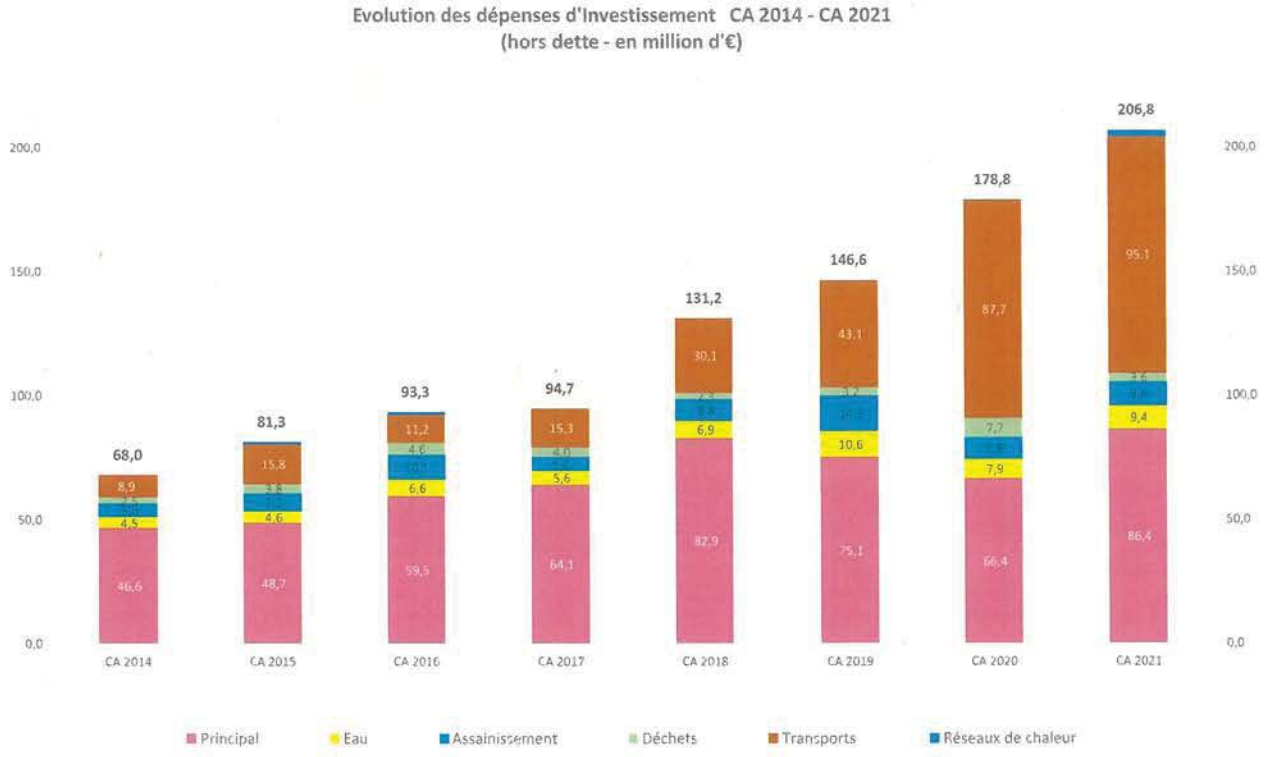
Budget général 2021
Recettes 429 M€



→ L'INVESTISSEMENT EN 2021

En 2021, Angers Loire Métropole totalise **206,8 M€** de dépenses d'investissement contre 179,6 M€ en 2020 (soit + 16 %). Ce niveau est exceptionnellement élevé du fait des travaux du tramway et a été en outre réalisé dans un contexte de confinement au début 2021.

La montée en charge progressive des dépenses d'investissement du budget transports a ainsi abouti à 307 M€ de dépenses cumulées depuis 2014.



La suite du rapport s'attachera à présenter de manière synthétique le budget principal et les différents budgets annexes en reprenant à chaque fois :

- Un tableau présentant les réalisations par section,
- Un commentaire autour des principales dépenses et recettes de fonctionnement,
- Les conséquences de ces éléments sur les niveaux d'épargne et d'emprunt,
- Les principaux projets d'investissement associés à l'exercice 2021.

→ BUDGET PRINCIPAL

(en milliers d'Euros)

FONCTIONNEMENT

RECETTES	2020	2021	Ecart 2020 / 2021	Ecart en %
Impôts et taxes	**110 503**	**112 222**	1 719	1,6%
Fiscalité Ménages	*49 969*	*49 189*	*-780*	*-1,6%*
TH et alloc compens puis Fraction de TVA et THRS	*41 683*	*40 817*	*-866*	*-2,1%*
Taxe Foncier Bâti et Non Bâti et alloc compens	*8 286*	*8 372*	*86*	*1,0%*
Fiscalité Entreprises	*53 684*	*55 520*	*1 836*	*3,4%*
Cotisation Foncière des Entreprises et alloc compens	*27 735*	*29 459*	*1 724*	*6,2%*
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	*20 566*	*20 886*	*320*	*1,6%*
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	*1 234*	*1 336*	*102*	*8,3%*
Taxe sur les surfaces commerciales	*4 149*	*3 839*	*-310*	*-7,5%*
FPIC	*2 806*	*2 926*	*120*	*4,3%*
Autres taxes	*4 044*	*4 587*	*543*	*13,4%*
Dotations subventions et Participations	**34 703**	**35 944**	**1 241**	3,6%
Dont DGF	*33 051*	*32 773*	*-278*	*-0,8%*
Dont FCTVA et autres	*1 652*	*3 171*	*1 519*	*92,0%*
Autres produits	**15 213**	**14 929**	-284	-1,9%
Dont refacturation DSIN	*2 657*	*2 000*	*-657*	*-24,7%*
Produits exceptionnels	**3 065**	**9 149**	6 084	198,5%
Dont cessions	*2 755*	*8 054*	*5 299*	*192,3%*
Dont centre de vaccination		*635*		
Total	**163 484**	**172 244**	8 759	5,4%

DEPENSES	2020	2021	Ecart 2020 / 2021	Ecart en %
Personnel	**24 760**	**25 673**	913	3,8%
Ressources Humaines	*14 860*	*15 867*	*1 007*	*6,8%*
Mutualisation/Frais de personnel voirie	*9 900*	*9 806*	*-94*	*-0,9%*
Autres charges de gestion courante	**41 791**	**42 080**	289	0,7%
Dont SDIS	*14 073*	*14 237*	*164*	*1,2%*
Dont autres subventions	*13 758*	*13 753*	*-5*	*0,0%*
Dont part. budget Transports et Aéroport	*12 042*	*12 042*	*0*	*0,0%*
Atténuations de produits	**30 681**	**30 774**	93	0,3%
Dont FNGIR	*5 649*	*5 649*	*0*	*0,0%*
Dont Attribution de Compensation	*13 172*	*13 172*	*0*	*0,0%*
Dont Dotation de solidarité	*10 979*	*10 987*	*8*	*0,1%*
Autres dépenses de fonctionnement	**22 811**	**26 591**	3 780	16,6%
Dont Eclairage public	*1 700*	*2 600*	*900*	*52,9%*
Dont Gestion déléguée Voirie	*13 164*	*15 400*	*2 236*	*17,0%*
Dont Territoire Intelligent - Socle SI	*300*	*1 600*	*1 300*	*433,3%*
Charges Exceptionnelles	**5 000**	**2 025**	-2 975	-59,5%
Dont Provisions	*5 000*		*-5 000*	
Dont Fonds Résilience	*-*	*600*	*600*	
Dont Centre de vaccination	*-*	*635*	*635*	
Total	**125 043**	**127 144**	2 101	1,7%

Epargne de gestion	**38 441**	**45 100**	6 659	17,3%
Intérêts de la dette	2 851	2 842	-9	-0,3%
Epargne Brute	**35 590**	**42 258**	6 668	18,7%
Capital de la dette	10 644	12 126	1 482	13,9%
Epargne Nette	**24 946**	**30 132**	5 186	20,8%

INVESTISSEMENT

RECETTES	2020	2021	Ecart 2020 / 2021	Ecart en %
Epargne Nette	**24 946**	**30 132**	5 186	20,8%
Dotations, fonds divers et autre	**5 987**	**14 656**	8 669	144,8%
Dont FCTVA	*2 990*	*9 760*	*6 770*	*226,4%*
Dont Taxe d'aménagement	*2 997*	*4 896*	*1 899*	*63,4%*
Avances - ZAC *(Moulin Marcille / Quai Saint Serge / Capucins / Verneau / Océane extension Ouest Villevêque / Vendange Saint Sylvain)*	**1 406**	**10 026**	8 620	612,9%
Subventions et autres	**5 377**	**11 547**	6 170	114,7%
Dont Fonds de concours Voirie Eclairage	*1 738*	*1 630*	*-108*	*-6,2%*
Emprunt	**31 500**	**9 850**	-21 650	-68,7%
Total	**69 216**	**76 211**	6 995	10,1%

DEPENSES	2020	2021	Ecart 2020 / 2021	Ecart en %
Dépenses et subventions d'Equipement	**52 621**	**78 269**	25 648	48,7%
Dont Voirie	*18 387*	*24 349*	*5 962*	*32,4%*
Dont Eclairage Public - TI	*1 516*	*8 340*	*6 824*	*450,1%*
Dont Construction scolaire	*3 871*	*6 380*	*2 509*	*64,8%*
Dont NPNRU Belle-Beille - concession	*3 000*	*2 975*	*-25*	*-0,8%*
Avances - ZAC *(Océane extension Ouest Villevêque / La Baronnerie Saint Sylvain / Hauts de Loire Les Ponts de Cé / Anjou Actiparc Corné)*	**13 391**	**7 550**	-5 841	-43,6%
Achat de parts sociales	**438**	**553**	115	26,2%
Total	**66 450**	**86 371**	19 921	30,0%

En complément des chiffres bruts présentés ci-dessus, il convient de préciser que des évènements particuliers ont eu lieu en 2020 ou en 2021 avec des impacts significatifs sur la comparaison entre ces deux années.

Pour les dépenses, il s'agit :

- Du passage d'une provision de 5 M€ en 2020 qui a matérialisé une anticipation des incertitudes liées au contexte de crise pour les années 2021 et suivantes.

Pour les recettes, il s'agit :

- D'un niveau important de recettes exceptionnelles (les cessions pour l'essentiel) constatées en 2021 que l'on ne retrouve pas en 2020 (environ + 6 M€ entre les deux exercices).

♦ LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Globalement, les recettes de fonctionnement du budget principal sont en hausse de + 5,4 % et de + 1,7 % sans les recettes exceptionnelles. La présentation de chaque rubrique permet de mesurer la part de chaque nature de recette dans ces évolutions.

▪ Les contributions directes : la fiscalité des ménages et des entreprises

De manière consolidée et dans un contexte économique incertain, les **contributions directes** continuent leur progression et passent **de 103,7 M€ en 2020 à 104,7 M€ (soit + 1%) sans augmentation des taux**. Dans un contexte de réformes importantes. Le tableau suivant détaille cette évolution de manière plus précise à périmètre constant :

	CA 2020	CA 2021	Variation en €	Variation en %
TH et allocations compensatrices puis Fraction de TVA et THRS *	41 682 652	40 817 092	-865 560	-2,1%
Taxe sur le foncier bâti et allocations compensatrices *	7 673 574	7 785 824	112 250	1,5%
Taxe sur le foncier non bâti	613 277	586 595	-26 682	-4,4%
Fiscalité ménages	**49 969 503**	**49 189 511**	**-779 992**	**-1,6%**
Cotisation Foncière des Entreprises et allocations compensatrices *	27 734 976	29 459 379	1 724 403	6,2%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	20 566 617	20 886 615	319 998	1,6%
Taxe sur les Surfaces Commerciales	4 149 359	3 838 834	-310 525	-7,5%
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	1 233 628	1 336 342	102 714	8,3%
Fiscalité entreprises	**53 684 580**	**55 521 170**	**1 836 590**	**3,4%**
Total contributions directes	**103 654 083**	**104 710 681**	**1 056 598**	**1,0%**

***Pour mémoire**, la loi de finances pour 2018 puis la loi de finances pour 2020 avaient prévu la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) pour l'ensemble des foyers fiscaux d'ici à 2023. Cette suppression a été effective dès 2020 pour 80% des contribuables, sous condition de revenus. A compter de 2021, c'est la fin du dégrèvement au bénéfice d'une exonération totale pour environ 80 % de la population nationale et à hauteur de 60 % pour la population restante.*

La THRP des 20% de contribuables restants est désormais un impôt national. Pour compenser cette perte de ressources fiscales, Angers Loire Métropole s'est vu transférer en 2021, à due concurrence du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), une fraction de TVA nationale.

Notre produit fiscal comprend donc dorénavant :

- pour la fiscalité ménages : la compensation de la taxe d'habitation sur les résidences principales (fraction de TVA), la taxe d'habitation résiduelle (principalement la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) et les taxes sur le foncier bâti et non bâti,
- pour la fiscalité entreprises : la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et les impositions sur les entreprises de réseaux (IFER).

Point méthodologie : Compte tenu de cette réforme de la TH et d'autres décisions fiscales de l'Etat en 2021 (exemple : exonérations de CFE et de taxe sur le foncier bâti décidées par l'Etat en 2021 pour les établissements industriels), les allocations compensatrices (qui sont des dotations) ont été intégrées aux contributions directes pour faciliter la lecture entre 2020 et 2021 dans les différents tableaux de ce rapport.

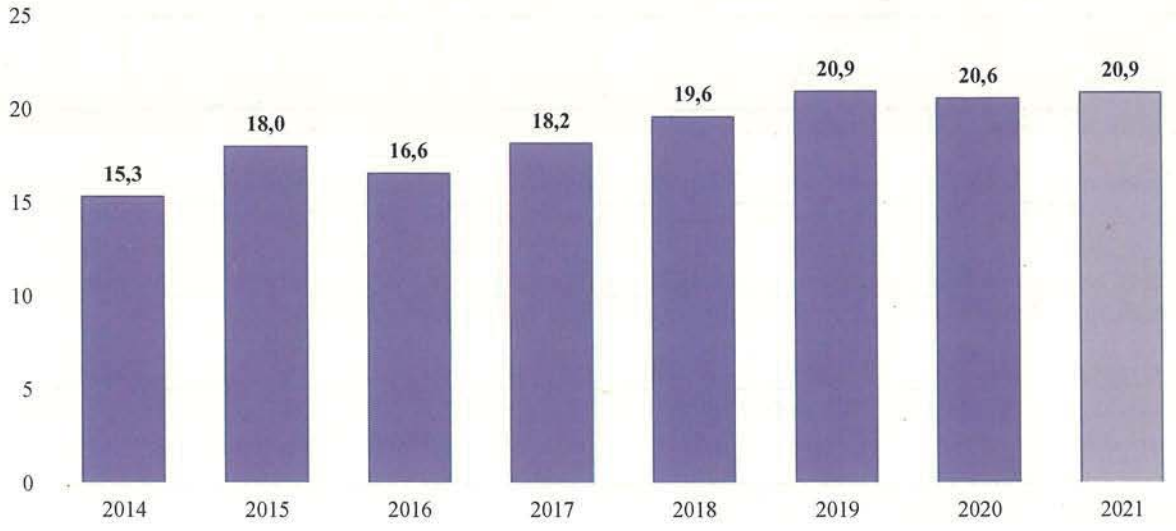
Allocations compensatrices : Dotations de l'Etat compensant une perte de produit fiscal	CA 2020	CA 2021	Variation en €
Compensation exonérations TH	2 470 021		- 2 470 021
Compensation exonérations TF	69 671	333 021	263 350
Compensation exonérations CFE	733 552	4 850 176	4 116 624
Total allocations compensatrices	3 273 244	5 183 197	1 909 953

- Le produit de la **fiscalité "ménages" est de 49,2 M€** 2021. La fraction de TVA compensant le produit de taxe d'habitation et la THRS représentent l'essentiel de ce produit avec 40,8 M€. Ce montant est complété par la taxe sur le foncier bâti et non bâti avec 8,4 M€. **Cet ensemble de 49,2 M€ diminue entre 2020 et 2021 de - 0,8 M€,** malgré une évolution nominale des bases des locaux d'habitation de + 0,2%. Cette diminution s'explique par le travail de fiabilisation des bases fiscales menés par les services fiscaux sur certains locaux à usage professionnel (bascule d'une imposition à la taxe d'habitation vers la Cotisation Foncière des Entreprises).

- Le produit de la **fiscalité "entreprises" est de 55,5 M€** en 2021. Ce montant se répartit majoritairement entre la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) pour 29,5 M€, (dont 2,3 M€ de rôles supplémentaires) et un produit constaté de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) à 20,9 M€.

  - La **CVAE** a ainsi progressé de + 1,6 % entre 2020 et 2021. Cette variation s'explique par le dynamisme de notre Territoire malgré un contexte national incertain (notamment l'effet COVID sur les chiffres d'affaire 2019 et 2020).

Evolution du produit de CVAE perçu par ALM (en M€)



  - La **CFE** a progressé d'environ + 1,7 M€ (soit + 6,2 %). Cette progression s'explique notamment par une hausse du nombre d'entreprises imposées : 22 661 en 2021 contre 20 409 en 2020, soit + 2 252 entreprises.

  - Concernant les autres composantes de la fiscalité "entreprises", il est en légère baisse. Le produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) passent de 5,4 M€ en 2020 à 5,2 M€ en 2021 (- 0,3 M€ pour la TASCOM et + 0,1 M€ pour les IFER). Cette variation de TASCOM s'explique par une baisse de la surface commerciale imposable de -25 000 m² de surface de vente (baisse concentrée sur de grandes enseignes après leurs départs en 2021).

- **Les dotations, subventions et participations**

Ce poste budgétaire représente 35,9 M€ soit 21 % des recettes de fonctionnement du budget principal et a progressé entre 2020 et 2021 (+3,6 %). Il se compose de la manière suivante :

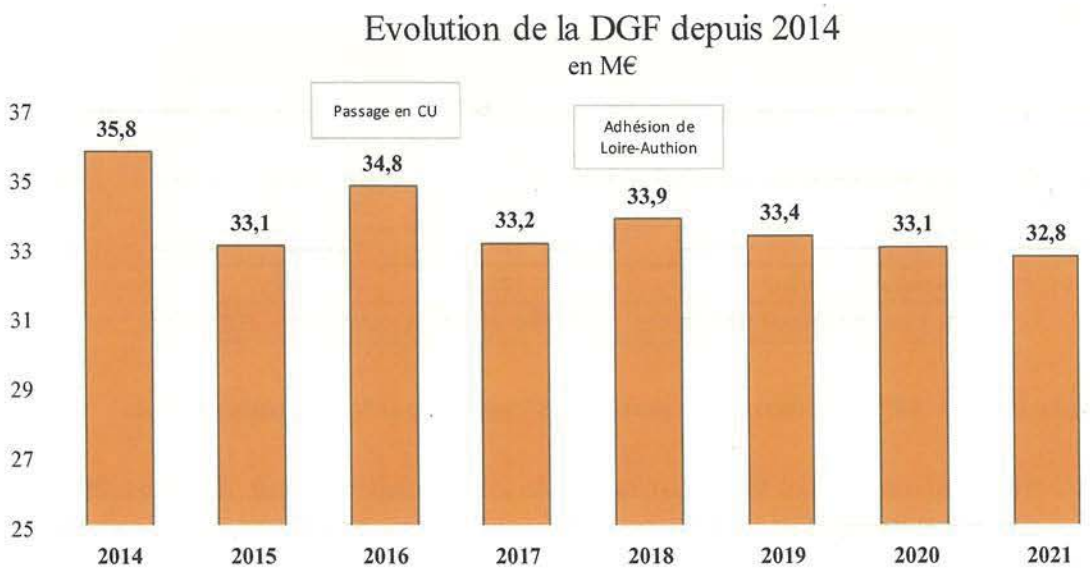
	CA 2020	CA 2021	Variation en €	Variation en %
DGF	33 050 989	32 773 103	-277 886	-0,8%
FCTVA Fonctionnement	285 767	727 257	441 490	154,5%
Participations	1 365 861	2 443 780	1 077 919	78,9%
Allocations compensatrices	Données retraitées en produit fiscal			
TOTAL	**34 702 617**	**35 944 141**	**1 241 524**	**3,6%**

Cette hausse de 3,6 % s'explique principalement par le FCTVA pour sa composante fonctionnement (+0,4 M€) et des participations pour des dispositifs spécifiques en forte hausse (+1,1 M€ en tout par exemple au titre du service d'accompagnement pour la rénovation énergétique et des régularisations par la CAF de subventions pour accompagner la gestion des terrains d'accueil des gens du voyage).

Pour ce qui est de la DGF, qui représente 80 % du total, les éléments suivants peuvent être apportés.

- La Dotation Globale de Fonctionnement

L'historique de l'évolution de la DGF est marqué ces dernières années par 4 éléments majeurs que l'on retrouve dans le graphique ci-après :



- la baisse de la DGF sur la période 2013-2017 : 4 années de baisse de DGF auront généré une perte cumulée de près de 14,9 M€ sur la période 2014-2017 pour Angers Loire Métropole,

- la transformation en Communauté urbaine au 1er septembre 2015 et la bonification de DGF associée en 2016 (+ 3,7 M€ obtenus),

- l'adhésion de Loire-Authion à la Communauté urbaine au 1er janvier 2018 (+ 0,6 M€),

- la baisse tendancielle de la part de la DGF intitulée « dotation de compensation »

- **Les autres produits (produits des services, produits financiers)**

Ces autres recettes de 14,9 M€ intègrent principalement les redevances d'occupation du domaine public (3 M€), les remboursements des frais de structure par les budgets annexes (1,9 M€), les loyers et redevances de nos délégataires (3 M€), la vente de Biogaz (1,6 M€). **Entre 2020 et 2021, ces recettes** sont en baisse de – 1,9 %. Cela correspond notamment à des refacturations (pour les services informatiques) entre ALM et la Ville d'Angers moins importantes en 2021 qu'en 2020 (2,7 M€ en 2020 et 2 M€ en 2021).

- **Les produits exceptionnels**

Les recettes exceptionnelles atteignent 9 M€. Il s'agit essentiellement de diverses cessions de foncier et de bâtiments économiques (notamment la vente de la Wise Factory à la Région pour presque 5 M€).

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Globalement, les dépenses de fonctionnement évoluent de +1,7 % entre 2020 et 2021 et se situent à 127,1 M€. Les principales évolutions sont présentées par rubrique ci-après :

- **Les dépenses de personnel :**

Dans un contexte de forte mobilisation des agents de notre collectivité, la politique Ressources Humaines mise en œuvre en 2021 a induit une évolution du chapitre **012 "charges de personnel" de + 3,8 %** (44,6 M€ en 2020 contre 43 M€ en 2020).

ALM	CA 2020	CA 2021	%
Principal	**24 760 464**	**25 673 100**	**3,7%**
Eau	5 921 537	6 204 407	4,8%
Assainissement	3 760 424	4 027 505	7,1%
Déchets	7 819 136	7 981 579	2,1%
Transports	583 524	607 458	4,1%
Réseaux de chaleur	125 366	126 484	0,9%
Total dépenses chapitre 012	**42 970 451**	**44 620 533**	**3,8%**

Cette évolution de + 3,8 % des charges de personnel s'explique par les éléments suivants :

- ✓ Effets du Glissement Vieillesse Technicité et décisions de l'Etat (Parcours Professionnel, carrières et RIFSEEP),
- ✓ Renforcement du service informatique et accompagnement des grands projets portés par ALM (dont Territoire Intelligent),
- ✓ Autres évolutions diverses (recrutement 2021 sur des postes vacants en 2020...).

- **Les autres charges de gestion courante :**

La contribution au SDIS progresse de + 1,2 % pour atteindre 14,2 M€. Les autres **subventions de fonctionnement** sont stables à 13,8 M€.

Concernant **les participations aux budgets annexes**, elles sont également équivalentes à 2020. En effet, la participation aux budgets aéroport et transports restent stables à 12 M€ (11,4 M€ pour le budget transport et 0,6 M€ pour le budget aéroport).

- **Les atténuations de produits :**

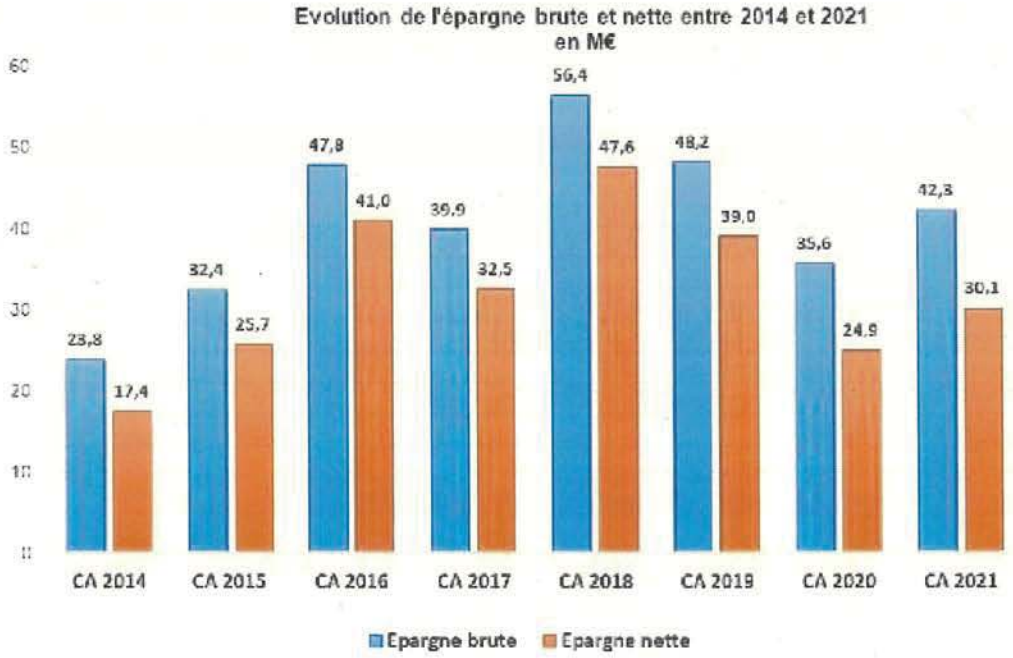
Cette rubrique regroupe notamment le Fonds National de Garantie Individuel de Ressources (FNGIR), les Attributions de Compensation et la Dotation de Solidarité Communautaire. Globalement, ce poste de 30,7 M€ est quasi stable.

- **Les autres dépenses de fonctionnement :**

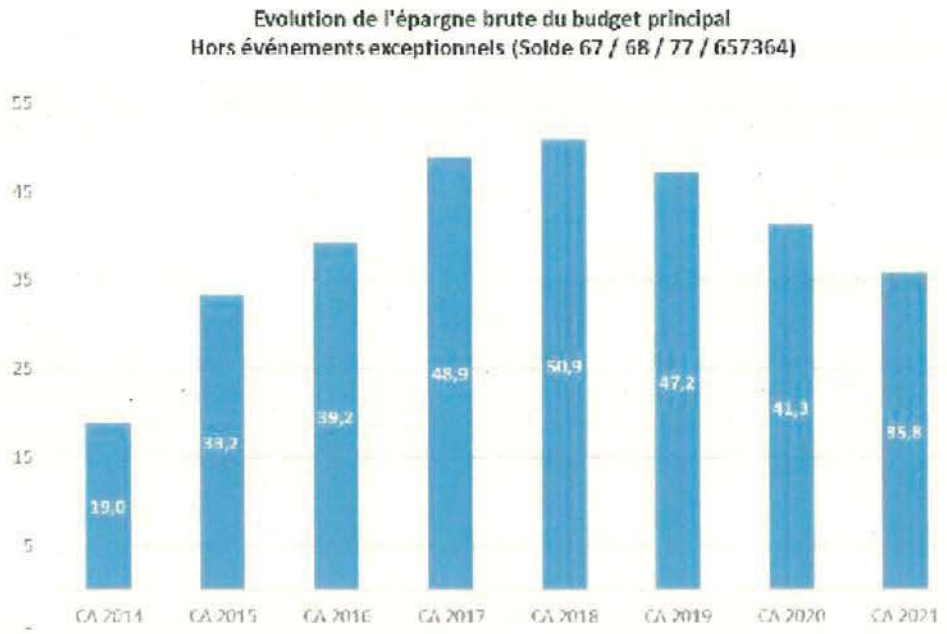
Ces autres dépenses regroupent les dépenses de fonctionnement courantes des services pour 26,6 M€. Son augmentation de 3,8 M€ est principalement liée à la régularisation des conventions de gestion déléguée sur la compétence voirie (+2,3 M€ entre 2020 et 2021 – dernière année des conventions de gestion) et à la mise en place du marché Territoire Intelligent (maintenance du système d'information +1,3 M€).

♦ EPARGNES ET ANNUITES DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

La hausse des recettes plus importante que celle des dépenses induit une forte progression de l'épargne brute entre 2020 et 2021 (+ 6,7 M€ soit 18,7%). En déduisant le remboursement en capital de la dette de cet indicateur, on obtient l'épargne nette qui atteint 30,1 M€ en 2021.



En retraitant les chapitres budgétaires 67, 77, 68 et 6573 (charges et produits exceptionnels, provisions et participations exceptionnelles aux budgets annexes) de ces dernières années, la courbe de l'épargne brute permet une lecture plus prudente de la tendance associée aux derniers exercices budgétaires sur ce budget :



♦ LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

Les dépenses d'investissement 2021 ont atteint **86,4 M€** et présentent une hausse importante par rapport à 2020 (+ 20 M€) sur ce budget. Parmi les principales opérations d'investissement du budget principal, on peut noter :

(en milliers d'Euros)

Description	Total
Voirie et eaux pluviales	23 535
Territoire Intelligent (éclairage public notamment pour 8,4 M€)	14 897
ZAC (Capucins, Hauts de Loire, Cour Saint laud, Océane notamment)	7 874
Constructions scolaires	6 380
Renouvellement urbain Belle Beille et Monplaisir	4 418
Logements (Logements sociaux et aide à la pierre)	4 171
Enseignement supérieur et recherche	3 652
Réserves foncières communautaires et communales	3 062
Moyens Informatiques	2 706
Plan Vélo	2 626
Total des principales opérations d'investissement	**73 321**

Total mandaté CA 2021	**86 371**
% des principales opérations sur CA 2021	85%

♦ LES RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

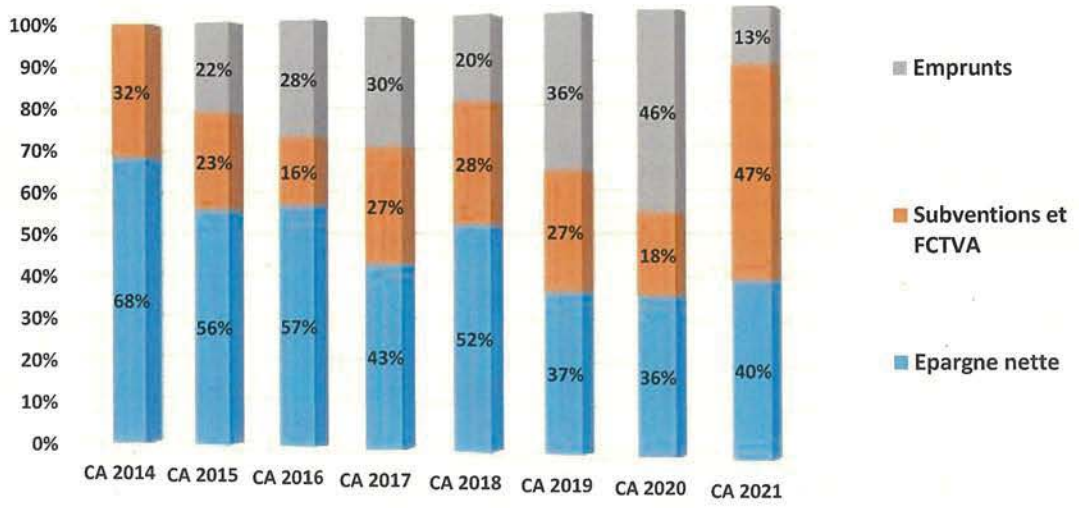
Le tableau suivant reprend les principales recettes d'investissement pour ce CA 2021 :

(en milliers d'Euros)

En K€	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Epargne nette	17 430	25 671	41 000	32 456	47 551	29 230	24 946	30 132
Subventions et FCTVA	8 168	10 438	11 431	20 167	25 790	21 745	12 770	36 229
Emprunts	0	10 000	20 000	22 839	18 250	28 520	31 500	9 850
TOTAL	**25 598**	**46 109**	**72 431**	**75 462**	**91 591**	**79 495**	**69 216**	**76 211**

Présenté sous une autre forme, vous trouverez, ci-dessous, la structure du financement pour nos investissements entre 2014 et 2020 qui souligne la part majoritaire de l'autofinancement :

Structure de financement des investissements



Conformément à la stratégie financière annoncée lors des différents débats d'orientation budgétaire et budgets primitifs, la structure de financement de nos investissements s'adapte au rythme des dépenses à financer, au niveau annuel de l'épargne dégagée et aux conditions des marchés financiers.

Les subventions et le FCTVA sont cette année à un niveau élevé du fait du remboursement des avances sur les ZAC de la part d'Alter et d'un bon niveau de FCTVA.

Cette stratégie et l'anticipation d'un besoin de financement élevé ont permis de conserver une structure de financement de l'investissement optimum en 2021 qui peut se résumer à 13 % seulement de recours à l'emprunt et 87 % de ressources propres (dont 40 % d'épargne nette).

→ BUDGET EAU

Fonctionnement

(en milliers d'Euros)

RECETTES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Produits des ventes	23 370	25 015	1 645	7,0%
Redevance pollution	4 320	4 458	138	3,2%
Autres	2 488	2 347	-141	-5,7%
Sous total	30 178	31 820	1 642	5,4%

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Personnel	5 922	6 204	282	4,8%
Fonct. du service	8 721	8 564	-157	-1,8%
Revers. redev. Pollution	4 223	4 232	9	0,2%
Sous total	18 865	19 000	135	0,7%
Epargne de gestion	*11 313*	*12 820*	*1 507*	*13,3%*
Intérêts	953	752	-201	-21,1%
Epargne brute	*10 359*	*12 068*	*1 709*	*16,5%*
Capital	1 444	1 509	65	4,5%
Epargne nette	*8 916*	*10 559*	*1 643*	*18,4%*

Investissement

FINANCEMENT	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	8 916	10 559	1 643	18,4%
Subventions/créances	-	122	122	
Autres recettes d'équipement	25	34	9	36,0%
Total	*8 941*	*10 715*	*1 774*	*19,8%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Dépenses d'équipement	7 899	9 431	1 532	19,4%
Dont équipements de production	1 832	1 729	-103	-5,6%
Dont réseau de distribution d'eau potable	4 495	5 783	1 288	28,7%
Dont SI, SIG, supervision, cybersécurité	-	598	598	
Total	*7 899*	*9 431*	*1 532*	*19,4%*

♦ EXPLOITATION

Au global, les recettes de fonctionnement progressent de + 1,6 M€ soit + 5,4 % et les dépenses de + 0,1 M€ soit + 0,7 %. **Les produits d'exploitation** ont évolué positivement entre 2020 et 2021 (+ 1,6 M€). Cette progression s'est opérée grâce à l'effet conjugué de l'évolution positive du niveau de la redevance eau et des volumes facturés (+ 7 % sur les ventes d'eau et les abonnements). Les postes « redevance pollution » et « autres recettes » quant à eux sont globalement quasi stables.

Les charges d'exploitation progressent avec une masse salariale à + 4,8 % (2021 intègre notamment la prime « COVID » et l'intégration de nouveaux périmètres de gestion en régie) et des charges de fonctionnement des services en baisse de -1,8 % (soit -0,2 M€ par rapport à 2020).

♦ EPARGNE ET ANNUITES

Le dynamisme des recettes et une évolution des charges de fonctionnement maîtrisées induisent une hausse significative des différents niveaux d'épargne (entre 13% et 18%). Le niveau d'épargne nette est particulièrement élevé avec plus de 10 M€. **Cette ressource permet à la collectivité d'autofinancer totalement ses hauts niveaux d'investissement et de répondre aux objectifs de renouvellement et d'entretien de notre patrimoine (en particulier nos canalisations).**

♦ INVESTISSEMENT

Les niveaux d'investissement 2021 de 9,4 M€ sont en forte progression par rapport à ceux de 2020. Ils peuvent se ventiler de la manière suivante :

- 5,8 M€ ont été consacrés au réseau de distribution d'eau potable,
- 1,7 M€ pour les travaux sur les équipements de production (avec notamment la poursuite des travaux de renouvellement des membranes de l'étage d'ultrafiltration),
- 0,6 M€ pour le déploiement d'un système d'information sécurisé et opérationnel.

→ BUDGET ASSAINISSEMENT

(en milliers d'Euros)

Fonctionnement

RECETTES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Produits des ventes	19 798	20 278	480	2,4%
Participation PRE / PFAC	2 787	2 811	24	0,8%
Station Baumette	1 198	1 053	-145	-12,1%
Redevance Pollution	1 989	2 027	38	1,9%
Autres	2 101	1 731	-370	-17,6%
dont reprise de provisions	300			
Sous total	***27 873***	***27 900***	***27***	***0,1%***

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Personnel	3 760	4 028	268	7,1%
Exploitation station Baumette	5 215	4 620	-595	-11,4%
Redevance Pollution	1 982	1 943	-39	-2,0%
Fonct. du service	3 453	4 181	728	21,1%
Dont dotations pour risques	300	600	300	
Dont charges d'exploitation	1 263	1 381	118	
Sous total	***14 411***	***14 772***	***361***	***2,5%***
Epargne de gestion	*13 463*	*13 128*	*-335*	*-2,5%*
intérêts	897	860	-37	-4,1%
Epargne brute	*12 566*	*12 268*	*-298*	*-2,4%*
Capital	1 018	1 019	1	0,1%
Epargne nette	*11 548*	*11 249*	*-299*	*-2,6%*

Investissement

FINANCEMENT	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	11 548	11 249	-299	-2,6%
Subventions et autres	370	694	324	87,6%
Total	*11 918*	*11 943*	*25*	*0,2%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Dépenses d'équipement	8 845	9 561	716	8,1%
Dont renouvellement et construction STEP	754	999	245	32,5%
Dont réseaux de collecte des eaux usées	4 963	7 451	2 488	50,1%
Total	*8 845*	*9 561*	*716*	*8,1%*

♦ FONCTIONNEMENT

Les recettes d'exploitation évoluent de + 0,1 % uniquement sous l'effet de la redevance assainissement (+ 0,5 M€). Hors provisions de 2020, les autres postes de recettes sont globalement quasi stables.

Au global, les charges d'exploitation également sont en hausse de + 2,5 % soit + 0,4 M€. La masse salariale évolue de + 7,1% (suite à l'intégration de nouveaux périmètres comme Loire Authion via une gestion en régie). Les autres charges de fonctionnement évoluent à la hausse notamment du fait des provisions pour risques passées sur les emprunts structurés (+ 0,3 M€). A noter, la baisse pour les frais d'exploitation de la station de la Baumette (-0,6 M€) notamment liée à des régularisations exceptionnelles en 2020.

♦ EPARGNES ET ANNUITES DE LA DETTE

Compte tenu de ces tendances sur les recettes et charges d'exploitation, l'épargne de gestion s'établit à 13,1 M€. Les intérêts de la dette sont en légère baisse. En conséquence, l'épargne brute et l'épargne nette sont en légère diminution. **Le niveau de l'épargne nette de 11,2 M€ reste toutefois particulièrement élevé et permet d'autofinancer totalement et sans emprunt l'important programme d'investissement 2021.**

♦ INVESTISSEMENT

Comme pour le budget eau, les investissements 2021 sont en forte progression (+8 %) et atteignent 9,6 M€. Ce montant se répartit principalement de la manière suivante :

- 7,5 M€ dans l'entretien et le renouvellement des réseaux d'assainissement,
- 1 M€ dans les stations de dépollution périphériques,
- 0,8 M€ pour le gros entretien des bâtiments, la sécurisation du système d'information et les autres dépenses de logistique.

→ BUDGET DECHETS

(en milliers d'Euros)

Fonctionnement

RECETTES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Prod. Exploitation	2 331	2 689	358	15,3%
T.E.O.M	30 056	29 987	- 69	-0,2%
Subventions	3 991	4 831	840	21,1%
Autres	124	112	- 12	-9,6%
Recette exceptionnelle	117	210	93	78,7%
Sous total	*36 620*	*37 829*	*1 209*	*3,3%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Personnel	7 819	7 982	163	2,1%
Contrats exploitation	13 362	13 681	319	2,4%
Fonct. du service	5 314	6 100	786	14,8%
Dont Loire Authion	1 138	962	- 176	-15,5%
Dont collecte des ordures ménagères	789	1 046	257	32,6%
Dont traitement des ordures ménagères	94	304	210	223,4%
Reversement Excédent au B. Principal	1 000	1 000	-	0,0%
Sous total	*27 495*	*28 763*	*1 268*	*4,6%*
			-	
Epargne de gestion	*9 124*	*9 066*	*- 58*	*-0,6%*
Intérêts	537	462	- 75	-14%
Epargne brute	*8 588*	*8 604*	*16*	*0,2%*
Capital	901	743	- 158	-18%
Epargne nette	*7 687*	*7 861*	*174*	*2,3%*

Investissement

FINANCEMENT	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	7 687	7 861	174	2,3%
Subventions + TVA + autres	425	749	324	76,2%
Total	*8 112*	*8 610*	*498*	*6,1%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Dépenses d'équipement	6 184	3 622	- 2 562	-41,4%
Remboursement anticipé d'emprunt	1 500		- 1 500	-100,0%
Total	*7 684*	*3 622*	*- 4 062*	*-52,9%*

♦ FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement sont en hausse de + 3,3 % entre 2020 et 2021. La hausse est directement liée aux subventions (+0,8 M€ : recettes exceptionnelles sur la collecte sélective) et aux produits d'exploitation (+ 0,4 M€ - suite à la hausse des recettes liées à la revente des papiers, plastiques ou cartons entre 2020 et 2021). Le produit de la TEOM est quant à lui stable à 30 M€.

Les dépenses de fonctionnement évoluent globalement de + 4,6 % soit +1,3 M€. Cette évolution résulte essentiellement :

- des dépenses de personnel : + 0,2 M€,
- des dépenses associées à certains contrats d'exploitation de + 0,3 M€ (augmentation du nombre de conteneurs enterrés à entretenir, augmentation des tonnages traités,...),
- de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) qui est passée de 18 € à 30 € la tonne soit +0,4 M€,
- des coûts de carburant et de réparation pour les véhicules de +0,1 M€.

♦ EPARGNES ET ANNUITES DE LA DETTE

La conjugaison d'une hausse équivalente des recettes et des dépenses induit une stabilité des niveaux d'épargne. Le niveau de cet indicateur élevé permet à la fois d'autofinancer totalement les investissements 2021 et de poursuivre le désendettement du budget annexe (- 0,7 M€ en 2021).
Grâce à la fermeture de Biopole, l'encours de dette est ainsi déjà passé de 44,4 M€ au 31 décembre 2014 à 15,2 M€ au 31 décembre 2021 soit une baisse de 66 %. La décision de notre collectivité de fermer ce site inefficace et dangereux nous a donc permis en 6 ans de diminuer de presque 30 M€ notre dette.

Le niveau des excédents budgétaires du budget déchets nous a même permis de décider une **seconde diminution du taux de TEOM sur le CA 2021** (baisse de taux équivalente à la progression du taux de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives votée lors du BP 2021) **après une première baisse votée en 2020.**

♦ INVESTISSEMENT

L'exercice 2021 est marqué par un niveau d'investissement de 3,6 M€. Les principales dépenses concernent l'acquisition de conteneurs enterrés et de composteurs (0,4 M€), de véhicules de collecte (1 M€) et les travaux dans les déchetteries et sur le site de Biopole (1,4 M€).

→ BUDGET AEROPORT

Fonctionnement

(en milliers d'Euros)

RECETTES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Prod. Exploitation	27	36	9	33,8%
Participat. Budget Principal	600	600	-	0,0%
Sous total	*627*	*636*	9	*1,5%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Contrat d'exploitation	506	500	- 6	-1,1%
Autres	236	211	- 25	-10,6%
Sous total	*742*	*711*	- 31	*-4,2%*
Epargne de gestion	*- 115*	*- 75*	*- 40*	*34,7%*
Intérêts	-	-		
Epargne brute	*- 115*	*- 75*	*- 40*	*34,7%*
Capital	-	-		
Epargne nette	*- 115*	*- 75*	*- 40*	*34,7%*

Investissement

FINANCEMENT	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	- 115	- 75	- 40	34,7%
Rembt. TVA	-	60		
Total	*- 115*	*- 15*	- 100	*86,9%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Dépenses d'équipement	114	147	33	29,1%
Total	*114*	*147*	33	29,1%

♦ COMMENTAIRE GENERAL

Le budget 2021 affiche une baisse des dépenses de fonctionnement (- 31 k€ par rapport à 2020) suite à la mise en place de la nouvelle Délégation de Service Public avec la société EDEIS.

Pour mémoire, vous trouverez ci-après un tableau qui illustre **la participation du budget principal au budget annexe depuis 2015** et reflète notre décision d'arrêter les aides aux lignes.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Participation du budget principal	1 200 000 €	1 200 000 €	865 000 €	600 000 €	450 000 €	600 000 €	600 000 €

Les résultats excédentaires des exercices précédents compensent le déficit de l'exercice avec un **résultat de clôture fin 2021 positif d'environ + 7 K€.**

→ BUDGET TRANSPORTS

(en millions d'Euros)

Fonctionnement

RECETTES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Versement Transports	55 887	58 954	3 067	5,5%
DGD Transp. Scolaires	3 699	2 178	-1 521	-41,1%
Particip. ALM	11 442	11 442	0	0,0%
Recettes DSP	16 378	14 361	-2 017	-12,3%
Autres	188	2 825	2 637	1402,7%
Total	*87 594*	*89 760*	*2 166*	*2,5%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Contribution forfaitaire fonct.	56 354	58 269	1 915	3,4%
Contribution d'équipement	2 113	1 645	-468	-22,1%
DSP - contribution Annuelle d'Equipement	*1 550*	*1 377*	*-173*	*-11,2%*
Subv. Equipement Quai bus	*563*	*268*	*-295*	*-52,4%*
Restitution de Fiscalité	970	1 048	78	8,0%
Fonct. Services Transports/Tramway	2 620	2 333	-287	-11,0%
Dont RH	*584*	*607*	*23*	*3,9%*
Dont indemnisation Tramway	*538*	*630*	*92*	*17,1%*
Perte de change	280	269	-11	-3,9%
TOTAL	62 337	63 564	1 227	2,0%
Epargne de gestion	25 257	26 196	939	3,7%
Intérêts	5 641	5 850	209	3,7%
Epargne brute	19 616	20 346	730	3,7%
Capital	8 901	11 921	3 020	33,9%
Epargne nette	10 714	8 425	-2 289	-21,4%

Investissement

FINANCEMENT	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	10 714	8 425	-2 289	-21,4%
Rembt T.V.A.	452	16 787	16 335	3610,5%
Subventions + divers	5 356	5 165	-191	-3,6%
Avances remboursables		10 213		
Emprunts	96 500	60 000	-36 500	-37,8%
Total	*113 023*	*100 590*	*-22 646*	*-20,0%*

DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Transports URBAINS	4 652	4 195	-457	-9,8%
dont Amenagement et entretien réseau	*426*	*422*	*-4*	*-0,9%*
dont Centre technique des transports	*158*	*97*	*-61*	*-38,6%*
dont Equipement des voyageurs	*399*	*365*	*-34*	*-8,5%*
TRAMWAY	82 991	90 918	7 927	9,6%
Total	*87 643*	*95 113*	*7 470*	*8,5%*

FONCTIONNEMENT

▪ Les recettes

Après un niveau 2020 réduit dans un contexte de crise sanitaire, le Versement Mobilité (VM) reprend sa progression tendancielle depuis 2015 avec + 3 M€ (soit + 5,5 %). Cette hausse conséquente est directement liée au dynamisme économique de notre territoire.

Le graphique suivant met en perspective et retrace l'évolution du produit de VM de ces derniers exercices :

A noter trois éléments exceptionnels de variation en recettes en 2020 ou en 2021 se cumulent :

- le niveau de la DGD (Dotation Globale de Décentralisation) transports scolaires du CA2020 était exceptionnel. Il intégrait la part régionale des années 2019 et 2020 de 1,5 M€ par an. Le CA 2021 revient sur le constat d'une dotation annuelle ce qui explique l'écart de -1,5 M€ entre ces deux exercices,

- le remboursement exceptionnel de 2,3 M€ de notre délégataire suite à des trop perçus en 2020,
- autre élément d'information : ce CA 2021 a également constaté la comptabilisation d'une avance remboursable de l'Etat de 10,2 M€ en investissement et transférée en fonctionnement par opération d'ordre.

▪ **Les dépenses**

Elles progressent de +1,2 M€ entre 2020 et 2021 (soit +2%) notamment du fait de la hausse de la contribution forfaitaire de fonctionnement (56,4 M€ en 2020 et 58,3 M€ en 2021) après une année 2020 marquée par la crise sanitaire.
Comme prévu au contrat de DSP, la contribution d'équipement 2021 de 1,4 M€ a notamment permis de financer une part du système « d'Open Payment » (paiement et validation par carte bleu et smartphone directement aux valideurs des bus et tramway) et l'évolution du système billettique dans les bus et tramway.

Sur les autres dépenses de fonctionnement, on peut noter un niveau d'indemnisation versé dans le cadre des travaux du tramway de 0,6 M€ (+17 % par rapport à 2020).

♦ EPARGNES ET ANNUITES DE LA DETTE

La progression des recettes et la hausse mesurée des dépenses a permis d'améliorer l'épargne de gestion de manière significative (+ 1 M€) en 2021. Cette hausse du niveau d'épargne de gestion permet d'absorber une partie de la montée en charge progressive de l'annuité de la dette (+ 3,2 M€) associée aux nouvelles lignes de tramway B et C. En conséquence, le niveau d'épargne nette affiché à 8,5 M€ permet de continuer à autofinancer une partie des investissements de l'année.

♦ INVESTISSEMENT

Le montant des investissements du budget transport intègre des **dépenses liées aux lignes B et C du tramway pour près de 91 M€** (acquisition de matériel roulant, travaux d'aménagement sur différents secteurs, etc).

Les dépenses d'investissement des transports urbains s'élèvent à 4,2 M€. Les principales dépenses ont porté sur **l'achat de bus au biogaz pour 2,4 M€,** la sécurisation et l'aménagement d'arrêts de bus pour 0,4 M€ et la fin du renouvellement du système d'aide à l'exploitation pour 0,8 M€.

Au global entre 2014 et 2021, ce budget aura porté plus de 307 M€ de dépenses d'investissement.

→ BUDGET RESEAUX DE CHALEUR

RECETTES

	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Redevances	1 006	1 038	32	3,1%
Prestations de services et autres	330	327	- 3	-0,9%
Sous total	*1 336*	*1 365*	*29*	2,1%
Droits d'entrée réseau Roseraie et Monplaisir		1 874	1 874	
Total	*1 336*	*3 239*	*1 903*	0 142,4%

DEPENSES

	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Charge de personnel	125	126	1	0,5%
Charges à caractère général	66	183	117	176,9%
Sous total	191	309	118	*61,4%*
Epargne de gestion	1 145	2 930	1 785	*155,9%*
Intérêts	175	124	- 51	-29,1%
Epargne brute	970	2 806	1 836	*189,3%*
Capital	544	613	69	12,8%
Epargne nette	426	2 193	1 767	*414,5%*

Investissement

FINANCEMENT

	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Epargne nette	426	2 193	1767	414,5%
Subvention/ Avances	-	182	182	
Total	426	2 375	1 949	457,2%

DEPENSES

	CA 2020	CA 2021	Ecart	%
Dépenses d'équipement / travaux	256	723	467	182,1%
Rachat réseau Roseraie et Monplaisir		1 874	1874	
Total	256	2 597	2 341	913,4%

♦ COMMENTAIRE GENERAL

Ce CA 2021 constate des recettes de fonctionnement et des dépenses d'investissement exceptionnelles pour 1,874 M€. A l'occasion d'une refonte des contrats, il s'agit du rachat de certains réseaux sur Monplaisir (0,5 M€) et la Roseraie (1,4 M€) compensé par le paiement d'un droit d'entrée équivalent par le nouveau délégataire.
Hors cet élément exceptionnel, les recettes de fonctionnement du budget 2021 (essentiellement les redevances des délégataires) sont en légère progression (+2,1%). Les dépenses de fonctionnement progressent de 117 k€ suite à la réalisation d'études (notamment sur les projets « rive droite » d'Angers ou l'interconnexion Orgemont / Deux Croix).

L'épargne nette se situe à 2,2 M€ et permet de presque totalement autofinancer les investissements.

♦ INVESTISSEMENT

Hors élément exceptionnel, les dépenses d'équipement représentent 0,7 M€. Ces investissements ont porté sur des travaux sur le réseau de la Roseraie et sur la mise en conformité de la chaufferie d'Ecouflant.

→ BUDGET LOTISSEMENTS ECONOMIQUES

Le budget Lotissements économiques est un budget spécifique en ce sens qu'il ne comporte pas d'écriture réelle en section d'investissement et fait l'objet d'une comptabilité dite "de stock".

Pour mémoire, les écritures 2019 ont concerné la mise en œuvre par acte notarié des conditions patrimoniales et financières de transfert des 8 zones d'activités économiques des communes vers Angers Loire Métropole suite au passage en Communauté Urbaine. 2021 est une année sans mouvements comptables majeurs.
Les travaux de viabilisation sont comptabilisés en fonctionnement et équilibrés par la vente de terrains à hauteur de 0,18 M€.

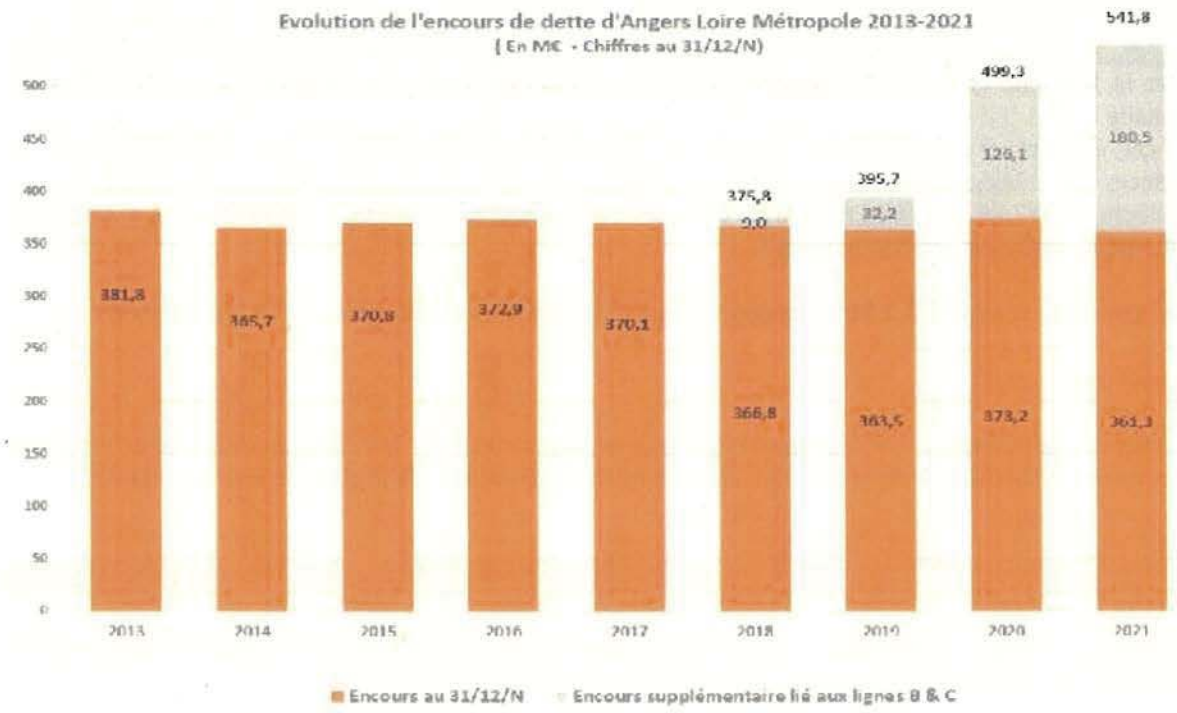
→ LA DETTE

L'année 2021 est marquée par une augmentation de l'encours de dette d'un peu plus de 42 M€ **exclusivement liée au financement des lignes B et C du tramway**. Ainsi au 01/01/2022, **l'encours de la dette atteint 541,8 M€**.

Cette hausse était programmée et va se poursuivre en 2022 avec au maximum + 40 M€ de dette supplémentaire. **Notre collectivité a préparé depuis plusieurs années le financement de cette nouvelle infrastructure aux meilleures conditions**.

La volonté forte de maîtriser notre encours de dette sur la période 2014-2022 (- 20 M€ hors tramway) et une épargne solide permettent aujourd'hui à la collectivité de poursuivre le financement les travaux des lignes B et C avec des fondamentaux financiers de qualité.

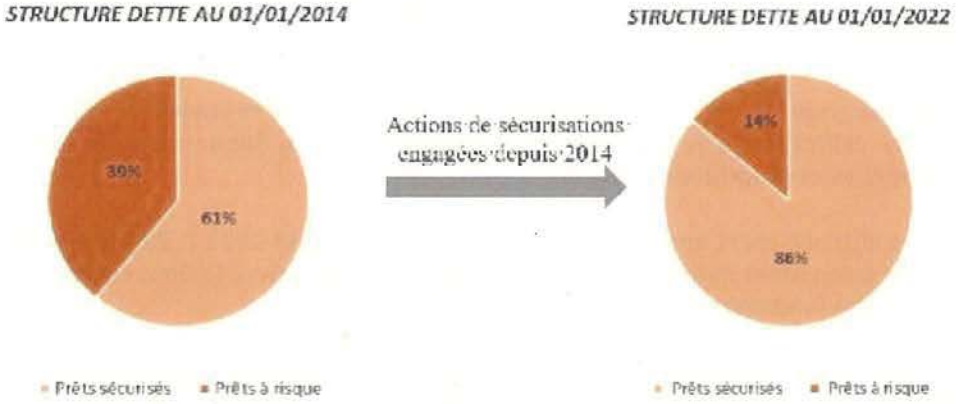
Parallèlement à cette hausse du niveau global de dette, on constate également une poursuite de réduction significative de notre volume de dette à risque qui atteint désormais **76,2 M€ soit 14% de l'encours** (contre 148 M€ en 2014 soit un risque divisé par deux).



Concernant 2021, l'encours global évolue de + **42.5 M€** sur l'ensemble des budgets. Ce chiffre résulte du différentiel entre **27,3 M€** de remboursement de capital et **69,8 M€** de nouveaux emprunts **(dont 60 M€ pour permettre le financement du tramway).**

♦ UNE STRUCTURE DE DETTE ENCORE PLUS SECURISEE

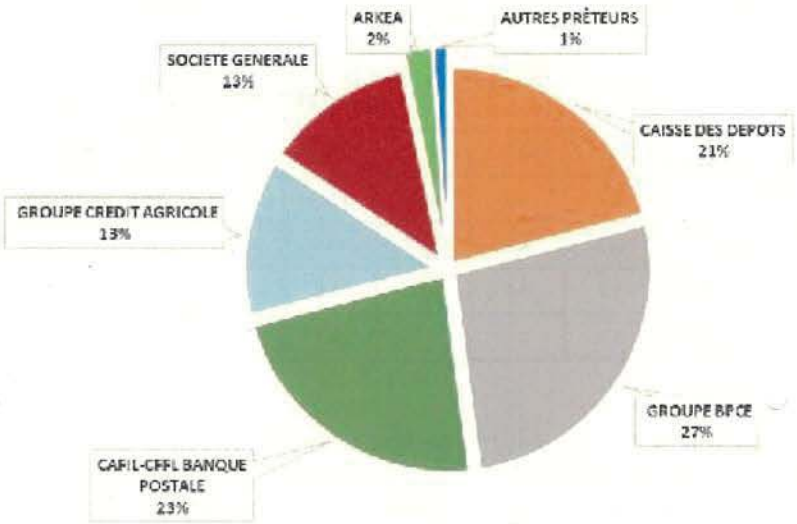
Pour rappel, le volume des prêts à risque était en début de mandat de 148 M€, il est passé sous le seuil des 100 M€ au 1er janvier 2018 et tangente les 76 M€ au 1er janvier 2022. **Cela correspond à une baisse de plus de la moitié de l'encours à risque en 8 ans.**



Malgré cette forte sécurisation et le renouvellement du fonds de soutien en février 2021, les index auxquels nous sommes principalement exposés ont été dégradés fin 2020 et ont impactés les échéances de début 2021. Cela a généré une charge de frais financiers supplémentaires d'environ 0,9 M€ portée sur l'exercice 2021.

♦ UNE REPARTITION PAR PRETEUR DIVERSIFIEE

La Communauté Urbaine continue de développer une gestion équilibrée de ses encours par prêteur (principalement Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque Postale, le groupe BPCE, le groupe Crédit Agricole et la Société Générale).



♦ NOUVEAUX EMPRUNTS 2021 : CONDITIONS FINANCIERES OBTENUES

La mise en œuvre de la stratégie de dette de la collectivité se réalise à des conditions financières de très bonne qualité. Vous trouverez ci-après les caractéristiques des sept nouveaux emprunts signés en 2020 et réalisés en 2021 pour 69,8 M€ au total :

- 30 M€ auprès de la Banque Postale basé sur un taux fixe de 0,63% sur 30 ans,
- 20 M€ auprès d'Arkéa basé sur un taux fixe de 0,63% sur 30 ans,
- 10 M€ auprès de la Caisse d'Epargne basé sur un taux fixe de 0,57% sur 30 ans,
- 5 M€ auprès de la Caisse d'Epargne basé sur un taux fixe de 0,50% sur 20 ans,
- 3 M€ auprès du Crédit Coopératif basé sur un taux fixe de 0,50% sur 20 ans,
- 1,1 M€ auprès de la Société Générale basé sur un taux fixe de 0,55% sur 20 ans,
- 0,75 M€ auprès de la CDC basé sur un taux fixe de 0,55% sur 20 ans.

En complément de ces emprunts ayant fait l'objet d'un versement en 2021, trois autres contrats pour un total de 18,9 M€ ont été signés avec Arkéa en 2021 avec des versements prévus en 2022. Le taux de ces prêts est de 0,64% sur 20 ans

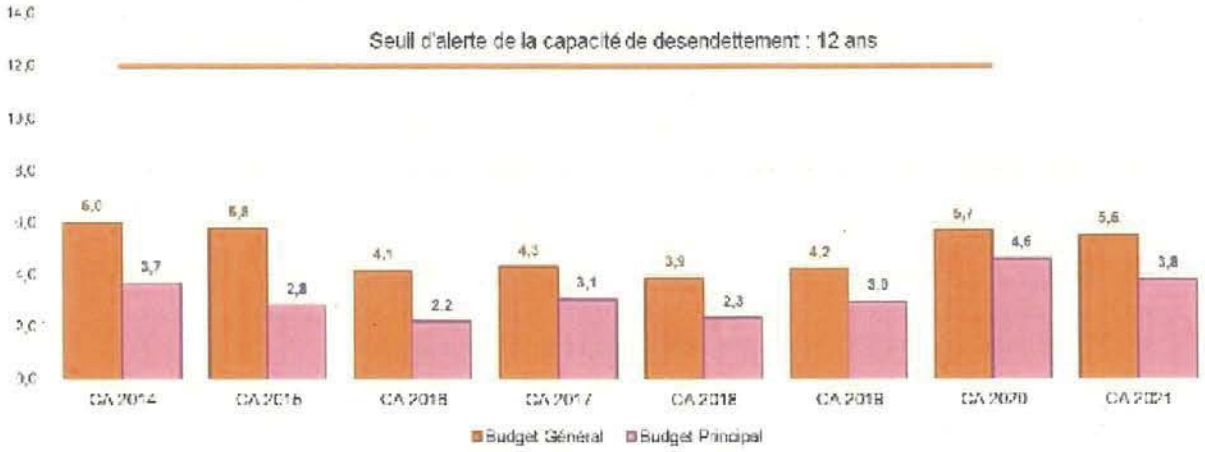
♦ LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT

Le rapport entre le stock de dette et l'épargne brute (appelé capacité de désendettement) permet de mesurer le nombre d'année nécessaire pour rembourser l'encours de dette en y consacrant la totalité de l'épargne brute.

	BUDGET CONSOLIDE							
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Stock de dette au 31/12/N en M€ (encours global)	365,7	365,9	**369,0**	**370,1**	**375,7**	**395,7**	**499,3**	**541,8**
Epargne brute en M€ *(avec cessions)*	60,9	63,4	**89,2**	**86,2**	**97,3**	**93,4**	**87,5**	**98,3**
Capacité de désendettement en nb d'années (avec cessions)	6,0	5,8	**4,1**	**4,3**	**3,9**	**4,2**	**5,7**	**5,5**
Capacité de désendettement en nb d'années (hors cessions)	6,5	6,0	4,7	4,4	4,1	4,5	5,9	6,0

	BUDGET PRINCIPAL							
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Stock de dette au 31/12/N en M€ (encours global)	87,2	91,8	**105,6**	**121,7**	**132,3**	**142,9**	**164,4**	**162,6**
Epargne brute en M€ *(avec cessions)*	23,8	32,4	**47,8**	**39,9**	**56,4**	**48,2**	**35,6**	**42,3**
Capacité de désendettement en nb d'années (avec cessions	3,7	2,8	**2,2**	**3,1**	**2,3**	**3,0**	**4,6**	**3,8**
Capacité de désendettement en nb d'années (hors cessions)	4,6	3,1	2,9	3,3	2,6	3,3	5,0	4,8

Notre capacité de désendettement est de 5,5 ans pour le budget consolidé et de 3,8 ans pour le budget principal. Ces niveaux restent excellents et bien inférieurs aux 12 ans de valeur prudentielle présentée par l'Etat y compris avec les valeurs retraitées des cessions **de 6 ans pour le budget consolidé et de 4,8 ans pour le budget principal**.



Vu le code général des collectivités territoriales, article L. 5211-1 et suivants,
Vu le code général des collectivités territoriales, article L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 03 juin 2022

DELIBERE

Approuve le compte administratif du budget général de l'exercice 2021,

Arrête les résultats de l'exercice hors résultats antérieurs à **53 724 137,47 €** se décomposant comme suit :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESULTAT DE L'EXERCICE
BUDGET PRINCIPAL	17 133 811,80	5 158 754,45	22 292 566,25
BUGET EAU	7 339 819,13	532 633,84	7 872 452,97
BUDGET ASSAINISSEMENT	7 157 045,10	501 948,48	7 658 993,58
BUDGET DECHETS	6 165 776,89	4 639 640,78	10 805 417,67
BUDGET AEROPORT	-197 635,09	35 279,20	-162 355,89
BUDGET TRANSPORT	19 712 446,94	-14 236 362,85	5 476 084,09
BUDGET RESEAUX DE CHALEUR	2 008 419,86	-2 230 362,20	-221 942,34
BUDGET LOTISSEMENT ECONOMIQUE	-15 394,42	18 315,56	2 921,14
BUDGET GENERAL	59 304 290,21	-5 580 152,74	53 724 137,47

Prend acte de la situation financière globale de clôture de l'exercice, après prise en compte des résultats antérieurs et des reports, comme suit :

	RESULTAT DE CLÔTURE FIN 2020	Part Affectée à l'investissement en 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE CLÔTURE AVANT RESTE A REALISER	SOLDE DES RESTE A REALISER	RESULTAT DE CLÔTURE
BUDGET PRINCIPAL	25 487 375,47	32 452 794,18	22 292 566,25	15 327 147,54	1 019 724,39	16 346 871,93
BUGET EAU	7 197 035,98	6 588 995,20	7 872 452,97	8 480 493,75	-2 593 460,78	5 887 032,97
BUDGET ASSAINISSEMENT	11 917 292,95	5 274 953,16	7 658 993,58	14 301 333,37	-2 135 667,00	12 165 666,37
BUDGET DECHETS	5 325 810,15	5 817 150,16	10 805 417,67	10 314 077,66	-5 182 590,92	5 131 486,74
BUDGET AEROPORT	169 088,19	0,00	-162 355,89	6 732,30	0,00	6 732,30
BUDGET TRANSPORT	17 035 297,06	0,00	5 476 084,09	22 511 381,15	-8 476 655,63	14 034 725,52
BUDGET RESEAUX DE CHALEUR	1 236 567,46	0,00	-221 942,34	1 014 625,12	-210 393,09	804 232,03
BUDGET LOTISSEMENT ECONOMIQUE	-1 769 321,00	0,00	2 921,14	-1 766 399,86	0,00	-1 766 399,86
BUDGET GENERAL	66 599 146,26	50 133 892,70	53 724 137,47	70 189 391,03	-17 579 043,03	52 610 348,00

Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés
<u>Budget principal et Budget Transports :</u>

Abstentions: 8, M. Yves AUREGAN, Mme Silvia CAMARA-TOMBINI, M. Bruno GOUA, M. Stéphane LEFLOCH, Mme Elsa RICHARD, M. Arash SAEIDI, Mme Claire SCHWEITZER, Mme Céline VERON.

<u>Budgets Eau, Assainissement, Déchets, Aéroport, Réseaux de chaleur, Lotissement économique :</u>
Abstentions : 4, M. Yves AUREGAN, Mme Elsa RICHARD, M. Arah SAEIDI, Mme Claire SCHWEITZER

N'a pas pris part au vote : Christophe BÉCHU (sorti de la salle)

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes ou sur le site télérecours dans un délai de deux mois.

Pour le président,
Le premier vice-président,
Jean-Marc VERCHERE

ANGERS LOIRE METROPOLE
communauté urbaine

Accusé de réception – contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : DEL-2022-103

Objet de l'acte : Compte administratif 2021 - Approbation

Thème Préfecture : 7 - Finances locales 1 - Decisions budgetaires 2 - Délibérations budgétaires avec budgets primitifs, budgets supplémentaires ou comptes administratifs

Date de l'acte : 13 juin 2022

Annexe : maquette budget annexe assainissement

maquette budget annexe aéroport

maquette budget annexe déchets

maquette budget annexe eau

maquette budget annexe lotissement économique

maquette budget annexe réseaux de chaleur

maquette budget annexe transport

maquette budget principal

Identifiant de télétransmission : 049-244900015-20220613-lmc1H38409H1-DE

Identifiant unique de l'acte : lmc1H38409H1

Date de transmission en Préfecture : 21 juin 2022

Date de réception en Préfecture : 21 juin 2022